

## **GE\_GERICHTE C/29199/2018 vom 28. Juni 2019**

GE Cour de justice, 2019-06-28, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge\\_gerichte\\_C\\_29199\\_2018](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_C_29199_2018)

FR: GE\_GERICHTE C/29199/2018 du 28 juin 2019

IT: GE\_GERICHTE C/29199/2018 del 28 giugno 2019

### **Regeste**

DROIT D'AUTEUR ET DROITS VOISINS;SOCIÉTÉ DE GESTION;TRANSACTION JUDICIAIRE | CPC.241.al2

### **Volltext**

Genf Cour de Justice (Cour civile) Chambre civile 28.06.2019 C/29199/2018 Genève Cour de Justice (Cour civile) Chambre civile 28.06.2019 C/29199/2018 Ginevra Cour de Justice (Cour civile) Chambre civile 28.06.2019 C/29199/2018

DROIT D'AUTEUR ET DROITS VOISINS;SOCIÉTÉ DE GESTION;TRANSACTION JUDICIAIRE | CPC.241.al2

C/29199/2018 ACJC/999/2019 du 28.06.2019 ( IUO ) , ADMIS Descripteurs : DROIT D'AUTEUR ET DROITS VOISINS;SOCIÉTÉ DE GESTION;TRANSACTION JUDICIAIRE Normes : CPC.241.al2 Par ces motifs RÉPUBLIQUE ET CANTON DE GENÈVE POUVOIR JUDICIAIRE C/29199/2018 ACJC/999/2019 ARRÊT DE LA COUR DE JUSTICE Chambre civile du VENDREDI 28 JUILLET 2019 Entre PROLITTERIS, SOCIETE SUISSE DE DROITS D'AUTEUR POUR L'ART LITTERAIRE ET PLASTIQUE, COOPERATIVE , sise Universitätstrasse 100, 8006 Zurich, demanderesse comparant par Me Stephan Kronbichler, avocat, boulevard des Philosophes 17, case postale 507, 1211 Genève 4, en l'étude duquel elle fait élection de domicile, et A\_\_\_\_\_ SA , sise \_\_\_\_\_, Genève, défenderesse comparant en personne. Vu la demande en paiement de 187 fr. 70 plus intérêts à 5 % dès le 9 octobre 2018 formée devant la Cour de justice le 12 décembre 2018 par PROLITTERIS, SOCIETE SUISSE DE DROITS D'AUTEUR POUR L'ART LITTERAIRE ET PLASTIQUE, COOPERATIVE contre A\_\_\_\_\_ SA; Attendu, EN FAIT , que la partie défenderesse a versé, après le dépôt de la demande, le montant en capital réclamé et que la partie demanderesse a renoncé aux intérêts; Que les parties sont en désaccord sur la question des dépens de la procédure; Considérant, EN DROIT , qu'une transaction, un acquiescement ou un désistement d'action a les effets d'une décision entrée en force (art. 241 al. 2 CPC); Que les frais sont mis à la charge de la partie succombante, à savoir le défendeur en cas d'acquiescement (art. 106 al. 1 CPC); Que les frais seront donc mis à la charge de la partie défenderesse; Que les frais judiciaires seront arrêtés à 200 fr. (art. 17 RTFMC) et compensés avec l'avance de 300 fr. effectuée par la partie demanderesse, qui se verra restituer 100 fr. de la part des Services financiers du Pouvoir judiciaire et verser 200 fr. de la part de la partie défenderesse (art. 111 CPC); Que les dépens seront fixés à 500 fr., débours et TVA compris, compte tenu de la valeur litigieuse et de l'importance du travail du conseil de la partie demanderesse qui a déposé une demande en paiement avec des pièces et a adressé deux courriers à la Cour (art. 84 et 85 RTFMC; art 25 et 26 LaCC). \* \* \* \* \* PAR CES MOTIFS, La Chambre civile : Donne acte à A\_\_\_\_\_ SA de ce qu'elle a versé le montant en capital faisant l'objet de la demande à

PROLITTERIS, SOCIETE SUISSE DE DROITS D'AUTEUR POUR L'ART LITTERAIRE ET PLASTIQUE, COOPERATIVE, qui a renoncé aux intérêts. Arrête les frais judiciaires à 200 fr., les met à la charge de A\_\_\_\_\_ SA et les compense avec l'avance de 300 fr. versée, laquelle demeure acquise à l'Etat de Genève à due concurrence. Invite les Services financiers du Pouvoir judiciaire à restituer 100 fr. à PROLITTERIS, SOCIETE SUISSE DE DROITS D'AUTEUR POUR L'ART LITTERAIRE ET PLASTIQUE, COOPERATIVE. Condamne A\_\_\_\_\_ SA à verser à PROLITTERIS, SOCIETE SUISSE DE DROITS D'AUTEUR POUR L'ART LITTERAIRE ET PLASTIQUE, COOPERATIVE 200 fr. à titre de restitution des frais judiciaires et 500 fr. à titre de dépens. Déboute les parties de toutes autres conclusions. Siégeant : Monsieur Ivo BUETTI, président; Madame Ursula ZEHETBAUER GHAVAMI, Madame Nathalie RAPP, juges; Madame Camille LESTEVEN, greffière. Le président : Ivo BUETTI La greffière : Camille LESTEVEN Indication des voies de recours : Conformément aux art. 72 ss de la loi fédérale sur le Tribunal fédéral du 17 juin 2005 (LTF; RS 173.110), le présent arrêt peut être porté dans les trente jours qui suivent sa notification avec expédition complète (art. 100 al. 1 LTF) par-devant le Tribunal fédéral par la voie du recours en matière civile. Le recours doit être adressé au Tribunal fédéral, 1000 Lausanne 14.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.